

Ce que les gentrifieuses disent des quartiers riches

Réflexions issues de deux terrains parisiens

Clément Rivière

Pourquoi les femmes des classes moyennes déclarent-elles se sentir plus en sécurité dans les quartiers mélangés de la capitale que dans ses beaux quartiers ? Clément Rivière montre que les perceptions féminines des espaces publics peuvent déjouer les représentations socialement dominantes.

Que disent les gentrifieuses des quartiers riches ? L'intérêt de cette question m'est apparu avec la récurrence de l'évocation des « beaux quartiers » (Pinçon et Pinçon-Charlot 1989) en tant qu'espaces associés à la « peur sexuée » (Lieber 2008), dans un ensemble d'entretiens conduits entre 2009 et 2015 avec des femmes des classes moyennes ou supérieures venues s'installer dans d'anciens espaces populaires en cours de transformation des 18^e et 19^e arrondissements de Paris¹.

Cette question fait écho à la recherche réalisée par une équipe de sociologues dans les beaux quartiers de trois métropoles (Paris, São Paulo et Delhi) en vue de saisir « ce que les riches pensent des pauvres » (Paugam *et al.* 2017). Cette recherche montre entre autres choses que les arrondissements du nord-est de Paris – et en particulier certains des terrains où j'ai enquêté (Belleville, La Goutte d'Or, La Villette, Stalingrad) – sont perçus comme autant de « lieux à risques » par de nombreux « riches » franciliens. En miroir, un nombre significatif de femmes que j'ai rencontrées dans le nord-est de Paris décrivent comme « lieux à risques » les espaces résidentiels associés à la bourgeoisie traditionnelle.

Que faire de cet apparent paradoxe ? En m'appuyant sur la revisite d'entretiens réalisés avec vingt-deux femmes (âgées de 26 à 53 ans), j'essaie dans cet article de mettre en lumière les ressorts de cette perception des quartiers bourgeois en tant qu'espaces anxigènes pour les femmes et, par contraste, du caractère décrit comme rassurant des espaces publics de quartiers en cours de gentrification². Le nombre limité de ces entretiens et le fait qu'ils ne portaient pas de manière spécifique sur ces questions (mais sur les pratiques urbaines des enfants ou les perceptions de la diversité) invitent bien sûr à la prudence. Mais les réflexions qui suivent méritent d'être exposées, car les gentrificateurs ont souvent été abordés du point de vue de leurs relations aux habitants « déjà là » (Butler 2003 ; Giroud 2018), et pas dans une perspective relationnelle permettant de penser leur expérience en relation avec d'autres types d'espaces résidentiels³. Mais aussi car la restriction de liberté de mouvement des femmes demeure généralement associée aux quartiers populaires et à leurs habitants (Clair 2012), ce que les propos des femmes que j'ai rencontrées permettent de mettre en question.

¹ Dans le cadre de deux enquêtes portant respectivement sur l'encadrement parental des pratiques urbaines des enfants (Rivière 2021) et sur les perceptions habitantes de la diversité (Lelévrier *et al.* 2015).

² Cette perception apparaît également de manière incidente dans des extraits d'entretiens publiés dans le cadre d'autres recherches (voir Corbillé 2013, p. 37 ; Vermeersch *et al.* 2018, p. 42).

³ Alors même que les gentrificateurs se construisent en tant que groupe social dans un double mouvement de distinction vis-à-vis des classes moyennes installées en dehors de la ville-centre, mais aussi des espaces traditionnels de la bourgeoisie (Clerval 2013).

La peur du vide

Ces femmes déclarent de manière générale apprécier l'occupation relativement dense, y compris la nuit, des espaces publics de leur quartier. Un consensus non concerté se dégage au sujet du caractère rassurant de cette densité d'occupation, par contraste avec les rues et avenues jugées « désertes » des beaux quartiers de l'ouest parisien, en particulier la nuit. Dans cette perspective, les espaces vides sont décrits comme accentuant le sentiment de vulnérabilité des femmes, qui s'y sentent davantage exposées à des situations inquiétantes qu'ailleurs. Ce « vide » perçu et décrit est associé de manière explicite à la peur : les rues vides sont « flippantes », le fait qu'il n'y ait « pas un chat » ayant notamment pour conséquence le fait qu'il n'y ait « pas de témoins », une préoccupation récurrente dans les entretiens. Quand Isabelle (43 ans, hôtesse d'accueil, La Villette) souligne que « le 16^e ça craint parce qu'il n'y a personne », Zineb (32 ans, architecte) se remémore le quartier chic de Courbevoie (Hauts-de-Seine) où elle a vécu plusieurs années avant de venir s'installer près du métro Marx-Dormoy (18^e arrondissement) : « C'était tellement vide que je me disais, ben là, je fais une mauvaise rencontre, je suis dans la merde, quoi. » Associés au vide, à l'absence de vie et à un sentiment de solitude, les espaces résidentiels de la bourgeoisie traditionnelle, où plusieurs femmes rencontrées indiquent avoir connu leurs expériences urbaines les plus alarmantes, font figure de repoussoir, particulièrement le 16^e arrondissement.

– Y'a toujours du monde ici. Je trouve que c'est moins dangereux ici que le 15^e ou le 16^e.

– Ah oui ?

– Le 15^e ou le 16^e, c'est désertique, quoi. Je pense que si tu te fais agresser, y'aura personne pour dire quelque chose. Et ce n'est pas que mon avis. J'ai des copines qui m'avaient dit qu'elles préféreraient habiter ici, même si ça a l'air d'être un peu la zone, que dans le 15^e ou le 16^e. Là-bas les gens ne sortent pas de chez eux, y' pas de bars, y'a pas de mouvement la nuit, y'a personne (Marie, 26 ans, conductrice de travaux, La Goutte d'Or).

Ce sentiment partagé d'une vulnérabilité renforcée dans les rues des arrondissements les plus bourgeois de la capitale fait écho à l'observation de Colin Giraud selon laquelle ces derniers constituent des « espaces répulsifs » pour les gentrificateurs gays (Giraud 2014). Si certaines femmes que j'ai interrogées soulignent et apprécient la qualité architecturale des beaux quartiers et le fait que les gens qu'elles y croisent sont « bien habillés », la plupart opposent leur manque de vie et d'animation à l'« ambiance » et à la « solidarité » de leur propre quartier, décrit comme « vivant » par contraste avec ces espaces perçus comme « snobs », « froids », « vieillots », et où l'on resterait « chacun dans son coin ».

L'inattention incivile ?

Cette dernière observation n'est pas sans importance : l'impression que les personnes qui habitent ou fréquentent les quartiers riches n'ont qu'une propension limitée à s'intéresser aux affaires des autres est associée au sentiment qu'il est probable que personne n'intervienne en leur défense en cas de difficulté. Ces espaces sont ainsi perçus comme moins fréquentés, mais aussi plus individualistes : pour Diana (33 ans, graphiste, La Goutte d'Or), dans le 16^e arrondissement, « tu peux aller crever sur un trottoir, personne ne viendra te ramasser ». De manière générale, c'est le champ lexical de la distance et de l'indifférence qui domine, par contraste avec la « solidarité » supposée du quartier gentrifié, associée à l'idée enracinée que si une personne se trouve en difficulté, elle recevra de l'aide.

Je me sens beaucoup plus en sécurité paradoxalement dans le 18^e [NB : qu'à Courbevoie], même y'a de quoi avoir peur parfois (*rires*). Parce que là-bas, c'est tellement mort, les gens s'en foutent, ils sont indifférents, le jour où il t'arrive un truc personne ne va venir te porter secours, parce que les gens ne veulent pas se mêler de ce qui ne les regarde pas (Zineb, 33 ans, architecte, Marx Dormoy).

Notons qu'il s'agit ici de mettre en lumière des perceptions et représentations, et non de discuter du caractère fondé ou non de cette remise en cause plus ou moins explicite de la valeur morale et du civisme des habitants des beaux quartiers (ni d'ailleurs de discuter de la réalité de la solidarité et de l'entraide évoquées par les enquêtées au sujet de leur quartier). Néanmoins, ces propos de Zineb font écho aux descriptions des relations de voisinage minimalistes dans les banlieues de cadres supérieurs de l'ouest parisien, centrées autour de la figure d'un « bon voisin » respectueux du « chacun chez soi » (Cousin 2014). De même, les « riches » habitants de l'ouest de Paris mettent en avant, au moment de décrire ce qu'ils apprécient dans leur environnement résidentiel (Paugam *et al.* 2017), l'anonymat urbain et ce qu'Erving Goffman a qualifié d'« inattention civile » – le fait de donner à une autre personne suffisamment d'informations visuelles pour lui montrer qu'on a reconnu sa présence, mais qu'elle ne constitue pas une cible particulière de curiosité (Goffman 2013 [1963]) – et pas l'interconnaissance mise en avant et appréciée pour son caractère rassurant par les femmes rencontrées.

Les discours de gentrifieuses pointant cette supposée indifférence, que l'on pourrait par extrapolation qualifier d'« inattention incivile » (que celle-ci soit réelle ou non), s'articulent dans plusieurs cas à une critique de la vidéosurveillance et de la délégation à des machines de la sécurisation par « vidéoprotection » des espaces publics. Il s'agit alors de dénoncer de manière plus générale le manque d'attention à autrui, que cet outil perçu comme déresponsabilisant contribuerait à renforcer. L'interconnaissance et l'attention aux autres sont en miroir érigées en vecteurs bien plus efficaces de sécurisation des espaces ouverts à tous (et également en théorie à toutes).

Les « yeux sur la rue »

Le caractère rassurant de l'occupation dense des espaces publics dans les arrondissements du nord-est parisien est régulièrement souligné et valorisé, constituant par exemple, selon Aliénor (46 ans, sans profession [conjoint chef d'entreprise], Belleville) un « avantage du quartier ». La ressource de protection que constituent les « yeux sur la rue », cet ensemble de contrôles informels mis en œuvre de manière plus ou moins consciente par les individus qui fréquentent ou habitent l'espace local (Jacobs 1961), contribue à produire un sentiment de sécurité, soutenu par l'idée qu'une ou plusieurs personnes pourraient intervenir en cas de problème ou de menace. Ce sentiment de sécurité semble croître à mesure du nombre d'années passées dans le quartier, en lien avec la construction d'une « familiarité publique » qui aide à se sentir à l'aise dans un environnement sans y avoir nécessairement d'amis ou de proches (Blokland et Nast 2014), comme dans le cas de Maud qui connaît de manière superficielle les « jeunes » qui se rassemblent au pied de son immeuble :

Le soir, dans le 16^e... Parfois les avenues sont toutes désertes, sur les trottoirs, c'est pas terrible. Ici... [...] on sent vraiment une vie de quartier, une vraie vie de voisinage, donc avec des gens qui... qui vous sourient dans la rue. Il y a des arrondissements où c'est quand même plus froid. Et du coup on se sent de cette façon en sécurité, parce que chacun sait très bien... Le soir, oui, les jeunes qui sont souvent sur le trottoir devant, ben ils savent que j'habite là, quoi, donc je ne me sens pas particulièrement... Je n'ai pas d'appréhension, quoi (Maud, comptable, 46 ans, La Villette).

Comme j'ai tâché de le montrer ailleurs au sujet de la sécurisation perçue des usages enfantins des espaces publics urbains (Rivière 2021), le rôle des commerces est capital dans la construction du sentiment de sécurité de ces femmes dans leur espace de résidence. Le fait que les restaurants, bars, cafés ou autres épiceries soient nombreux et fréquentés jusqu'à une heure tardive se trouve ainsi régulièrement souligné, par contraste avec le « vide » et l'absence d'animation des beaux quartiers. Comme le décrit Emmanuelle, ces commerces constituent autant de « refuges » potentiels en cas d'alarme :

Dans les rues où il n'y a personne, où il n'y a pas de voitures qui passent, où il n'y a pas de gens sur les trottoirs, si tu croises une personne, ben t'es beaucoup plus à l'affût, tu regardes le comportement

de la personne, parce que t'es seule et qu'il y a personne à la ronde, il n'y a pas de commerces ouverts, il n'y a rien, il n'y a de lumière nulle part, tu te dis que si la personne a des intentions négatives, c'est bon pour toi, tu ne peux rien faire. Alors qu'ici ça n'arrivera jamais, parce qu'il y a tout le temps du monde. Il y a des commerces ouverts, il y a des trucs ouverts tout le temps, donc il peut rien (*elle insiste*) se passer, quoi. À Château Rouge, il y a une boulangerie qui est ouverte toute la nuit, sur le carrefour, eux je pense qu'ils voient défiler un sacré paquet de gens bien bizarres, mais ça fait aussi qu'il y a du monde, et tu te dis : « Ben si jamais... », si tu spécules, tu te dis que si jamais quelqu'un venait me faire chier, bon ben je cours jusqu'à la boulangerie et je me mets dedans. Si jamais tu dois imaginer des sales histoires. T'as des refuges, quoi (Emmanuelle, 29 ans, cadre dans une ONG, La Goutte d'Or).

Parmi les commerçants évoqués figurent parfois les revendeurs de drogue de rue (ou « dealers »). Ce constat fait écho à l'enquête réalisée dans deux rues du centre de Genève (Suisse) par Maxime Felder et Loïc Pignolo, qui montre que la présence de revendeurs de drogue peut en venir à être tolérée, voire appréciée par certains habitants, au terme d'un processus de « familiarisation » à travers lequel les dealers sont progressivement associés à la normalité et ne sont plus perçus comme une menace. Dès lors, pour un certain nombre d'habitants de ces deux rues, comme pour un certain nombre de femmes que j'ai rencontrées, « la présence des dealers vaut mieux qu'une rue déserte » (Felder et Pignolo 2018, p. 10).

Il ne s'agit en aucun cas ici de ternir un propos irénique : la présence de toxicomanes dans les rues est rarement perçue comme rassurante, et le spectacle de la toxicomanie peut par ailleurs constituer un sujet sérieux de préoccupation pour les parents, contraints de prévenir leurs enfants, au double sens du terme, de ce risque (Rivière 2021). Il est cependant intéressant de constater que ce qui est généralement perçu uniquement comme un risque, notamment par les habitants franciliens des espaces favorisés, qui « identifient l'économie informelle de la drogue et le contrôle du territoire de certains quartiers par les dealers [...] comme l'une des principales caractéristiques de ces derniers » (Paugam *et al.* 2017), peut en miroir, et dans une certaine mesure, être perçu en termes de ressources protectrices.

– Moi j'avais vu à la Goutte d'Or, même quand il y a du... J'étais à un endroit où il y avait du trafic, eh ben que c'était, presque paradoxalement, alors c'est vrai qu'il y avait une faune indésirable, peut-être, qui venait, mais c'était aussi un lieu de sécurité, c'est-à-dire qu'il y avait toujours du monde, et les dealers avaient la volonté qu'il n'y ait pas de vagues. Pas de police. Donc ils faisaient la loi aussi. Alors peut-être une loi qui est... Mais c'est mieux que rien. Moi j'avais pas peur. Il y avait des dealers, mais une fois qu'ils savent que vous n'êtes pas intéressée, ils vous fichent la paix.

– C'est des commerçants, en fait ?

– Oui, c'est ça, c'est des commerçants. Oui. Des commerçants la nuit. C'est pas forcément... C'est un problème, mais... Ça fait partie de la vie aussi, c'est vivant, ce que je trouve angoissant c'est le vide (Aliénor, sans profession [conjoint chef d'entreprise], 46 ans, Belleville).

Un sentiment de sécurité ?

Les propos des femmes que j'ai rencontrées dessinent une perception partagée d'une moindre sécurisation par les « yeux sur la rue » (Jacobs 1961) dans les « beaux quartiers » (Pinçon et Pinçon-Charlot 1989), décrits comme des espaces anxiogènes par contraste avec l'occupation dense et rassurante des espaces publics des quartiers en cours de gentrification. Cette peur du vide n'a rien de surprenant, au regard des précautions prises par les femmes en milieu urbain et des ressorts qui les sous-tendent (Lieber 2008). Ne leur était-il pas préconisé, dans la rubrique « Lorsque vous sortez » des « Conseils aux femmes » prodigués jusqu'en octobre 2013 sur le site internet du ministère de l'Intérieur, d'« évite[r] les lieux déserts » ?

Les réflexions présentées dans cet article peuvent ainsi conduire à nuancer la description de l'« occupation populaire de la rue » en tant que « frein à la gentrification » (Clerval 2011). S'il est en effet probable qu'elle constitue un frein à l'installation de certains profils d'habitantes ou d'habitants, la comparaison avec les beaux quartiers suggère que l'occupation populaire de la rue semble pouvoir favoriser l'appropriation des espaces publics par les femmes des classes

moyennes ou supérieures une fois qu'elles sont installées dans ces anciens quartiers populaires, dans le cadre d'un processus de familiarisation.

On pourrait certes objecter que des habitantes de la Goutte d'Or et de la Chapelle se sont mobilisées contre l'occupation jugée gênante de l'espace public par une population trop masculine (Corchète 2023), ou que de manière plus générale des habitantes et habitants s'y mobilisent vis-à-vis de la présence d'acteurs de l'économie informelle dans la rue (Milliot 2015). On pourrait aussi objecter que ces femmes essaient peut-être de préserver l'image de leur quartier dans le cadre de l'entretien (Gilbert 2012), en procédant à un « retournement de stigmata » vers les beaux quartiers, car elles ne souhaitent pas que leur quartier et ses habitants se retrouvent associés à l'insécurité ou au machisme. Il n'en demeure pas moins intéressant de mettre en lumière l'homogénéité et la régularité de ces discours de femmes comparant favorablement leur quartier gentrifié (ou en cours de gentrification) aux beaux quartiers.

La familiarité, le fait de savoir à quoi s'attendre, n'implique d'ailleurs en aucun cas que le quartier « familial » ne présente pas de réels dangers (Felder 2021). Dans cette perspective, cet article pourrait aider à mieux comprendre la relative sécurité exprimée par les gentrificateurs du nord-est de Paris, dans le cadre d'enquêtes qui montrent pourtant qu'ils sont davantage exposés (notamment aux agressions et au vol) que d'autres groupes sociaux dans leur quartier de résidence (Zaubermaier *et al.* 2013).

Bibliographie

- Blokland, T et Nast, J. 2014. « From public familiarity to confort zone: the relevance of absent ties for belonging in Berlin's mixed neighbourhoods », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38, n° 4, p. 1142-1159.
- Butler, T. 2003. « Living in the bubble: gentrification and its "Others" in North London », *Urban Studies*, vol. 40, n° 12, p. 2469-2486.
- Clair, I. 2012. « Dedans/dehors. La sexualité, une ligne de démarcation ? », *Genre, sexualité et société* [en ligne], n° 7. URL : <http://gss.revues.org/2386>.
- Clerval, A. 2011. « L'occupation populaire de la rue : un frein à la gentrification ? L'exemple de Paris intra-muros », *Espaces et sociétés*, n° 144-145, p. 55-71. URL : <https://shs.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2011-1-page-55?lang=fr>.
- Clerval, A. 2013. *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, Paris : La Découverte.
- Corbillé, S. 2013. *Paris bourgeoise, Paris bohème. La ruée vers l'Est*, Paris : PUF.
- Corchète, C. 2023. « La construction d'un "habitus blanc" : le cas des quartiers de la Goutte d'Or et de La Chapelle », *Espaces et sociétés*, n° 190, p. 115-131. URL : <https://shs.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2023-3-page-115?lang=fr&tab=texte-integral>.
- Cousin, B. 2014. « "Entre-soi mais chacun chez soi". L'agrégation affinitaire des cadres parisiens dans les espaces refondés », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 204, p. 88-101.
- Felder, M. 2021. « Familiarity as a practical sense of place », *Sociological Theory*, vol. 39, n° 3, p. 180-199.
- Felder, M. et Pignolo, L. 2018. « "Je préfère les dealers à une rue déserte" : coexistence et familiarisation en milieu urbain », *Sociologie*, vol. 9, n° 1, p. 1-18. URL : <https://shs.cairn.info/revue-sociologie-2018-1-page-1?lang=fr>.
- Gilbert, P. 2012. « L'effet de légitimité résidentielle : un obstacle à l'interprétation des formes de cohabitation dans les cités HLM », *Sociologie*, vol. 3, n° 1, p. 61-74. URL : <https://shs.cairn.info/revue-sociologie-2012-1-page-61?lang=fr>.
- Giraud, C. 2014. *Quartiers gays*, Paris : PUF.

- Giroud, M. 2018. « Bourgeois mais pas bohèmes ? Les gentrificateurs vus par les populations “déjà là” », in J.-Y. Authier, A. Collet, C. Giraud, J. Rivière et S. Tissot, *Les bobos n'existent pas*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, p. 99-118.
- Goffman, E. 2013 [1963]. *Comment se conduire dans les lieux publics. Notes sur l'organisation sociale des rassemblements*, Paris : Economica.
- Jacobs, J. 1961. *The Death and Life of Great American Cities. The Failure of Town Planning*, New York : Random House.
- Lelévrier, C., Rivière, C. et Shokry, G. 2015. *Fieldwork Inhabitants, Paris (France)*, Rapport pour le projet Divercities, Lab'Urba, Université Paris-Est-Créteil.
- Lieber, M. 2008. *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Milliot, V. 2015. « Remettre de l'ordre dans la rue. Politiques de l'espace public à la Goutte d'Or (Paris) », *Ethnologie française*, n° 153, p. 431-443. URL : <https://shs.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2015-3-page-431?lang=fr>.
- Paugam, S., Cousin, G., Giorgetti, C. et Naudet, J. 2017. *Ce que les riches pensent des pauvres*, Paris : Éditions du Seuil.
- Pinçon, M. et Pinçon-Charlot, M. 1989. *Dans les beaux quartiers*, Paris : Éditions du Seuil.
- Rivière, C. 2021. *Leurs enfants dans la ville. Enquête auprès de parents à Paris et à Milan*, Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- Vermeersch, S., Launay, L. et Charmes, E. 2018. *Quitter Paris ? Les classes moyennes entre centres et périphéries*, Paris : Créaphis.
- Zauberman, R., Robert, P., Névanen, S. et Bon, D. 2013. « Victimation et insécurité en Île-de-France. Une analyse géosociale », *Revue française de sociologie*, vol. 54, n° 1, p. 111-153. URL : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-2013-1-page-111?lang=fr>.

Clément Rivière est maître de conférences en sociologie à l'Université de Lille et directeur adjoint du CeRIES (Centre de recherches « Individus, épreuves, sociétés » – ULR 3589). Il est actuellement en délégation à mi-temps à l'Institut national d'études démographiques, au sein de l'Unité « Logement, Inégalités Spatiales et Trajectoires » (LIST, UR6). Il a notamment publié *Leurs enfants dans la ville. Enquête auprès de parents à Paris et à Milan* (Presses Universitaires de Lyon, 2021).

Pour citer cet article :

Clément Rivière, « Ce que les gentrifieuses disent des quartiers riches. Réflexions issues de deux terrains parisiens », *Métropolitiques*, 5 juin 2025. URL : <https://metropolitiques.eu/Ce-que-les-gentrifieuses-disent-des-quartiers-riches.html>. DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.2176>.